

2° Abroger l'arrêté d'élargissement d'une convention ou d'un accord, pour tout ou partie du champ professionnel ou territorial mentionné par cet arrêté.

### Section 5 : Restructuration des branches

D. 2261-14

Décret n°2016-1399 du 19 octobre 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le délai mentionné au huitième alinéa du I et au deuxième alinéa du II de l'article **L. 2261-32** est de quinze jours.

D. 2261-15

Décret n°2016-1399 du 19 octobre 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La proposition mentionnée au dixième alinéa du I et au troisième alinéa du II de l'article **L. 2261-32** est transmise au ministre chargé du travail dans un délai de quinze jours à compter de la date de la première consultation de la sous-commission de la restructuration des branches professionnelles mentionnée à l'article **R. 2272-10**.

A l'issue de ce délai, le ministre chargé du travail transmet l'ensemble des propositions reçues aux représentants des organisations siégeant à la sous-commission.

La sous-commission est à nouveau consultée dans un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la date de la première consultation.

R. 2261-15

Décret n°2023-06 du 14 février 2023 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Le critère prévu par le 2° du I de l'article **L. 2261-32** s'apprécie au regard :

1° De la faiblesse du nombre d'accords conclus au cours des deux dernières années, notamment ceux assurant un salaire minimum national professionnel, au sens du 4° du II de l'article **L. 2261-22**, au moins égal au salaire minimum interprofessionnel de croissance ;

2° De la faiblesse du nombre de thèmes relevant de la négociation obligatoire mentionnés aux articles **L. 2241-1** à 2 et **L. 2241-7** à 17 couverts au cours des trois dernières années.

II.-Le critère prévu par le 5° du I de l'article **L. 2261-32** s'applique lorsque la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation ne s'est pas réunie au cours de l'année précédente.

## Chapitre II : Effets de l'application des conventions et accords

### Section unique : Information et communication

R. 2262-1

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut d'autres modalités prévues par une convention ou un accord conclu en application de l'article **L. 2262-5**, l'employeur :

1° Donne au salarié au moment de l'embauche une notice l'informant des textes conventionnels applicables dans l'entreprise ou l'établissement ;

2° Tient un exemplaire à jour de ces textes à la disposition des salariés sur le lieu de travail ;

3° Met sur l'intranet, dans les entreprises dotées de ce dernier, un exemplaire à jour des textes.

[service-public.fr](https://service-public.fr)

> Comment consulter un accord d'entreprise ? : Obligation d'information de l'employeur